

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République du Kosovo sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 17 juin 2022

Le Gouvernement de la Région wallonne,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République du Kosovo sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 17 juin 2022, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

**Pour le Gouvernement de la Région wallonne
Le Ministre-Président,**



Elio Di Rupo

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République du Kosovo sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 17 juin 2022

Exposé des motifs

A. Objet et contexte juridique

Le présent accord soumis à l'approbation du Parlement, a pour objet de faciliter l'exercice d'une activité rémunérée (profession salariée ou indépendante) pour les membres de la famille à charge des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires kosovares affectés en Belgique et, sur base de réciprocité, pour les membres de la famille à charge des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires belges au Kosovo.

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'État d'envoi dans l'État d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963). La plupart des États, dont la Belgique et le Kosovo, sont parties à ces Conventions.

Ces Conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités au bénéfice des membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que des membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage (partenaire légal et enfants à charge).

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'État d'accueil une activité rémunérée. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession. Dans la plupart des États, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Conscient de cette problématique, le Conseil de l'Europe, a adopté une recommandation sur un modèle d'accord bilatéral ayant pour objectif de permettre aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire l'exercice d'une activité rémunérée.

Dans le cadre de la politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer à un certain nombre de pays la négociation d'accords bilatéraux de réciprocité visant entre autres à permettre au partenaire d'agents diplomatiques et consulaires d'effectuer un travail rémunéré.

B. Le contenu de l'Accord

Préambule :

Le préambule expose la volonté des Parties de faciliter par cet Accord l'exercice d'activités rémunérées par les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'État d'accueil, tels que définis dans le champ d'application de l'Accord (article 1).

Article 1^{er} : Champ d'Application de l'Accord

L'Accord, conclu sur base de réciprocité, bénéficie au partenaire légal et aux enfants célibataires à charge âgés de moins de dix-huit ans des agents diplomatiques et consulaires ainsi qu'au partenaire légal de tout autre membre du personnel, affectés dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires ou les représentations permanentes auprès des Organisations internationales de l'État d'envoi.

Par « un autre membre du personnel » de la mission, on entend les membres du personnel administratif et technique et les membres du personnel de service de la mission, tels que définis à l'article 1^{er} de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques, ainsi que les employés consulaires et membres du personnel de service du poste consulaire, tels que définis à l'article 1^{er} de la Convention de Vienne sur les Relations consulaires.

L'autorisation d'exercer des activités à but lucratifs est accordée conformément à la réglementation en vigueur dans l'État d'accueil et aux dispositions de l'Accord.

L'autorisation, qui ne concerne pas les ressortissants de l'État d'accueil et les résidents permanents sur son territoire, produit ses effets durant la période d'affectation du membre du personnel auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'État d'envoi sur le territoire de l'État d'accueil, et cesse quand l'affectation du membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'État d'envoi sur le territoire de l'État d'accueil est terminée. Sauf si l'État d'accueil en décide autrement, l'autorisation cesse également quand le bénéficiaire ne fait plus partie du ménage du membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire

Article 2 : Procédures

Cet article établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité rémunérée. Les demandes doivent être introduites par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par la voie diplomatique.

L'article prévoit que les procédures soient suivies avec diligence de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité rémunérée dans les meilleurs délais. En plus, il faut mentionner que les règles en vigueur dans l'État d'accueil en ce qui concerne les conditions d'accès et les qualifications liées à la profession considérée doivent être remplies et respectées par le bénéficiaire.

Article 3 : Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Cet article tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité rémunérée ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour les actes découlant de l'exercice de l'activité rémunérée et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'État d'accueil.

L'État d'envoi lèvera également l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

Article 4 : Immunité en matière pénale

Conformément à cet article, l'État d'envoi renoncera à l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille, sauf si cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts. Cette demande doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité rémunérée.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique adressée par l'État d'accueil à l'État d'envoi, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

Article 5 : Régimes fiscal et de sécurité sociale

L'article 5 prévoit que les régimes fiscaux et de sécurité sociale de l'État d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de leurs activités rémunérées.

Par « régimes fiscal et de sécurité sociale de l'État d'accueil », on entend l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit État, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

Les dispositions de cet article sont conformes au contenu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires et ne créent pas de nouveaux droits à cet égard. L'article 5 est purement déclaratif.

L'article 33 §1 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques prévoit que l'agent diplomatique est exonéré de la sécurité sociale pour les services rendus pour l'État d'envoi. Il est clair que, s'il s'agit d'un conjoint, d'un partenaire légal ou d'un autre membre de la famille, cette personne ne fournit pas de services au nom de l'État d'envoi. Par conséquent, l'article 33 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ne prévoit pas d'exemption de sécurité sociale pour eux.

En ce qui concerne la Convention de Vienne sur les relations consulaires, l'article 57 § 2 précise que les privilèges et immunités accordés dans ce chapitre ne s'appliquent pas aux membres de la famille qui exercent eux-mêmes une activité rémunérée dans l'État d'accueil. La Convention ne prévoit donc pas d'exemption des régimes fiscaux et de sécurité sociale de l'État d'accueil.

Article 6 : Durée et dénonciation

L'Accord restera en vigueur pour une durée indéterminée, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

C. Nature de la convention sur le plan interne

Après l'entrée en vigueur de la sixième réforme de l'État, les Régions sont compétentes pour l'occupation des travailleurs étrangers. La régionalisation de la carte professionnelle pour les indépendants implique que cet Accord soit devenu un traité mixte. Le transfert de certaines compétences concernant l'emploi de la Région wallonne vers la Communauté germanophone est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016, raison pour laquelle cette Communauté est devenue compétente.

Le caractère mixte (fédéral, Régions et la Communauté germanophone) a été établi par la « Conférence Interministérielle de Politique étrangère » sur avis du Groupe de travail traités mixtes du 15 juin 2015 et 11 février 2016.

L'Accord a été signé au nom du Royaume de Belgique par madame Theodora Gentzis, Présidente ad intérim du Comité de Direction du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, et par Delphine Delouvroy, Chef de service, Département Chancellerie et Affaires étrangères (pour la Région flamande). Pour la République du Kosovo, monsieur Agron Bajrami, Ambassadeur de la République du Kosovo, a signé l'accord.

D. Commentaires des articles du décret

Article unique

Cet article n'appelle aucun commentaire.

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES**

LE ROYAUME DE BELGIQUE, représenté par :

**Le Gouvernement fédéral,
Le Gouvernement flamand,
Le Gouvernement wallon,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Gouvernement de la Communauté germanophone,**

ET

LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO,

DESIREUX de conclure un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel de missions de l'Etat accréditant ou des postes consulaires de ce dernier sur le territoire de l'Etat d'accueil,

SONT convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Champ d'application de l'Accord

1. Sont autorisés, sur base de réciprocité, à exercer une activité à but lucratif dans l'Etat d'accueil :
 - 1.1 le partenaire légal, tel que défini par la législation respective de l'Etat accréditant, et les enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans à charge d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat accréditant affectés :
 - a) auprès de l'Etat d'accueil, ou
 - b) auprès d'organisations internationales ayant un siège dans l'Etat d'accueil ;
 - 1.2 de même le partenaire légal, tel que défini par la législation respective de l'Etat accréditant, d'un autre membre du personnel de la mission de l'Etat accréditant ou du personnel du poste consulaire du même Etat ;

tels que définis à l'article 1 des Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et consulaires (1963).
2. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est donnée par les autorités de l'Etat d'accueil conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans ledit Etat et conformément aux dispositions du présent Accord.
3. Cette autorisation ne concerne pas les ressortissants de l'Etat d'accueil ni les résidents permanents sur son territoire.
4. Sauf si l'Etat d'accueil en décide autrement, l'autorisation ne sera pas accordée à celui des bénéficiaires qui, après avoir accepté une activité à but lucratif, cesse de faire partie de la famille des personnes visées au paragraphe premier du présent article.
5. L'autorisation produit ses effets durant la période d'affectation des personnes visées au paragraphe premier du présent article dans la mission diplomatique ou le poste consulaire de l'Etat accréditant sur le territoire de l'Etat d'accueil, et cesse ses effets au plus tard au terme de cette affectation (ou moyennant un délai raisonnable suivant cette échéance).

ARTICLE 2

Procédures

1. Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est envoyée, au nom du bénéficiaire, par l'ambassade de l'Etat accréditant auprès de la Direction du Protocole du Ministère des Affaires étrangères de la République du Kosovo ou de la Direction du Protocole du Service public fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique, suivant le cas.

Après vérification que la personne est à charge d'un agent visé par le champ d'application de l'article 1, paragraphe premier, et après examen de la demande officielle, le gouvernement de l'Etat d'accueil informera l'ambassade de l'Etat accréditant que la personne à charge peut exercer l'activité à but lucratif.

2. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais ; toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.
3. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif n'entraînera aucune dispense pour le bénéficiaire de satisfaire aux exigences usuelles ou réglementaires relatives aux données personnelles, qualités professionnelles ou autres que l'intéressé doit justifier pour l'exercice de son activité rémunérée.

ARTICLE 3

Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'applique pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil. L'Etat accréditant lèvera l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

ARTICLE 4

Immunité en matière pénale

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne précitées ou de tout autre instrument international applicable :

- 1.1 l'Etat accréditant lève l'immunité de juridiction pénale dont jouit le bénéficiaire de l'autorisation à l'égard de l'Etat d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans des cas particuliers lorsque l'Etat accréditant estime que cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts ;
- 1.2 cette levée d'immunité de juridiction pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire, immunité pour laquelle une levée spécifique devra être requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, l'Etat accréditant prendra la requête de l'Etat d'accueil sérieusement en considération.

ARTICLE 5

Régimes fiscal et de sécurité sociale

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou en vertu de tout autre instrument international applicable, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

ARTICLE 6

Durée et dénonciation

Le présent Accord restera en vigueur pour une période indéfinie, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

ARTICLE 7

Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date d'échange de la dernière notification de l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales requises.

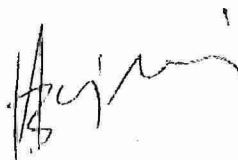
EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 17 juin 2022, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, albanaise, serbe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

**POUR LE ROYAUME DE
BELGIQUE :**

le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale,
le Gouvernement de la Communauté
germanophone,

**POUR LA RÉPUBLIQUE DU
KOSOVO :**



le Gouvernement flamand,



**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK KOSOVO
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN VAN HET PERSONEEL
VAN DE DIPLOMATIEKE MISSIES EN CONSULAIRE POSTEN**

**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK KOSOVO
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN VAN HET PERSONEEL
VAN DE DIPLOMATIEKE MISSIES EN CONSULAIRE POSTEN**

HET KONINKRIJK BELGIË, vertegenwoordigd door:

**De Federale Regering,
De Vlaamse Regering,
De Waalse Regering,
De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,**

EN

DE REPUBLIEK KOSOVO,

GELEID DOOR DE WENS een overeenkomst te sluiten teneinde het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van de zendingen van de Zendstaat dan wel van consulaire posten die deze heeft op het grondgebied van de Ontvangende Staat, te vergemakkelijken,

ZIJN het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

Toepassingsgebied van de Overeenkomst

1. Mogen op grond van wederkerigheid betaalde werkzaamheden verrichten in de Ontvangende Staat:
 - 1.1 de wettelijke partner, zoals gedefinieerd door de respectievelijke wetgeving van de Zendstaat, en de ongehuwde kinderen ten laste jonger dan 18 jaar van een diplomatieke agent of een consulaire ambtenaar van de Zendstaat die zijn aangesteld:
 - a) bij de Ontvangende Staat, dan wel
 - b) bij internationale organisaties met een zetel in de Ontvangende Staat;
 - 1.2 evenzo, de wettelijke partner, zoals gedefinieerd door de respectievelijke wetgeving van de Zendstaat, van een ander personeelslid van de zending van de Zendstaat of van een ander personeelslid van de consulaire post van deze Staat;

zoals bepaald in artikel 1 van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en consulaire verkeer (1963).
2. De toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten wordt verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Staat overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.
3. Deze toestemming geldt niet voor de ingezetenen van de Ontvangende Staat of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.
4. Tenzij de Ontvangende Staat anderszins beslist, wordt geen toestemming verleend aan de begunstigden die, na betaalde werkzaamheden te hebben aanvaard, niet langer deel uitmaken van het gezin van de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde personen.
5. De toestemming is geldig voor de periode dat de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde personen zijn aangesteld bij de diplomatieke zending of de consulaire post van de Zendstaat op het grondgebied van de Ontvangende Staat, en vervalt op zijn laatst wanneer de aanstelling eindigt (dan wel binnen een redelijke termijn na de beëindiging).

ARTIKEL 2

Procedures

1. Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt uit naam van de begunstigde door de ambassade van de Zendstaat gestuurd naar de Directie Protocol van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Kosovo dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.

Na verificatie of de persoon ten laste is van een agent voorzien in het toepassingsgebied van het artikel 1, eerste paragraaf, en na onderzoek van het officiële verzoek, zal de regering van de Ontvangende Staat de ambassade van de Zendstaat ervan in kennis stellen dat de persoon ten laste de betaalde werkzaamheid mag uitoefenen.

2. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten; alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.
3. Toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van de vereisten of voorschriften die gewoonlijk van toepassing zijn op persoonsgegevens, professionele of andere kwalificaties waarvan de belanghebbende het bewijs dient te leveren voor het verrichten van de betaalde werkzaamheden.

ARTIKEL 3

Civiel- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten

Ingeval de begunstigde van een toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet in de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek en consulaire verkeer, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen. De Zendstaat zal afstand doen van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken die met betrekking tot dergelijke handelingen worden uitgesproken.

ARTIKEL 4

Immunititeit ten aanzien van strafzaken

Ingeval de begunstigde van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden immunititeit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen, dan wel van enig ander toepasselijk internationaal verdrag:

- 1.1 doet de Zendstaat afstand van de immunititeit van de rechtsmacht in strafzaken die de begunstigde van de toestemming ten aanzien van de Ontvangende Staat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden, behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendstaat van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen;
- 1.2 het doen van afstand van immunititeit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immunititeit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangende Staat ernstig in overweging.

ARTIKEL 5

Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag zijn de begunstigten van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat .

ARTIKEL 6

Duur en beëindiging

Deze Overeenkomst blijft van kracht voor onbepaalde duur, met dien verstande dat elk van de Partijen ze te allen tijde kan beëindigen door hiervan zes maanden van te voren schriftelijk kennis te geven aan de andere Partij.

ARTIKEL 7

Inwerkingtreding

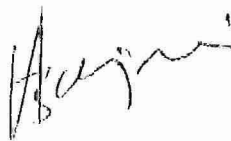
Deze Overeenkomst zal in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van uitwisseling van de laatste kennisgeving van de voltooiing van de grondwettelijke en wettelijke procedures.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenende vertegenwoordigers, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel, op 17 juni 2022, in twee originele exemplaren, in de Franse, de Nederlandse, de Albanese, de Servische en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË: VOOR DE REPUBLIEK KOSOVO:

De Federale Regering,
De Waalse Regering,
De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Regering van de Duitstalige
Gemeenschap,



De Vlaamse Regering,



**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE REPUBLIC OF KOSOVO
ON THE GAINFUL OCCUPATION
OF CERTAIN DEPENDENTS OF THE PERSONNEL
OF THE DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS**

**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE REPUBLIC OF KOSOVO
ON THE GAINFUL OCCUPATION
OF CERTAIN DEPENDENTS OF THE PERSONNEL
OF THE DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS**

THE KINGDOM OF BELGIUM, represented by :

**The Federal Government,
The Flemish Government,
The Government of the Walloon Region,
The Government of the Brussels-Capital Region,
The Government of the German-speaking Community,**

AND

THE REPUBLIC OF KOSOVO,

DESIRING to conclude an agreement which aims to facilitate the gainful occupation of certain family members of personnel of diplomatic missions from the sending State or of consular posts of the latter on the territory of the receiving State,

AGREE on the following:

ARTICLE 1

Scope of the Agreement

1. On a reciprocal basis, the following are authorized to engage in gainful occupation in the receiving state :
 - 1.1 the legal partner, as defined by the respective legislation of the sending State and unmarried dependent children up to eighteen years of a diplomatic agent or of a consular official of the sending State assigned
 - a) to the receiving State, or
 - b) to international organizations with a seat in the receiving State;
 - 1.2 as well as the legal partner, as defined by the respective legislation of the sending State of another member of the personnel of the mission of the sending State or of the personnel of the consular post of the same State;

as defined in Article 1 of the Vienna Conventions on Diplomatic (1961) and Consular Relations (1963).
2. Authorizations to engage in a gainful occupation is given by the authorities of the receiving State in accordance with the laws and regulations in force in this State and subject to the provisions of this Agreement.
3. Such authorization does not extend to the nationals of the receiving State or permanent residents in its territory.
4. Unless the receiving State decides otherwise, authorization shall not be given to those beneficiaries who, having engaged in a gainful occupation, cease to form part of the household of the persons described in the first paragraph of this Article.
5. The authorization shall apply during the period in which the persons, covered in the first paragraph of this Article, are assigned to the diplomatic mission or consular post of the sending State in the territory of the receiving State until the conclusion of the term of the assignment (or within an acceptable timeframe following this event.)

ARTICLE 2

Procedures

1. All requests for authorization to engage in a gainful occupation shall be sent, on behalf of the beneficiary, by the Embassy of the sending State to the Office of the State Protocol in the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Kosovo or to the Protocol Division of the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation of the Kingdom of Belgium accordingly.

Upon verification that the person is a dependent of an agent within the scope of the provisions of article 1, first paragraph, and processing of the official request, the government of the receiving State shall inform the embassy of the sending State that the dependent is eligible for gainful occupation.

2. The procedures followed shall be applied in a way that enables the beneficiary of the authorization to engage in a gainful occupation as soon as possible. All requirements relating to work permits and any other similar formalities shall be favorably applied.
3. Authorization for the beneficiary to engage in a gainful occupation shall not imply exemption from any legal or other requirements relating to personal characteristics, professional or other qualifications that the individual concerned must demonstrate in engaging in a gainful occupation.

ARTICLE 3

Civil and administrative privileges and immunities

In cases where the beneficiary of the authorization to engage in a gainful occupation enjoys immunity from the civil and administrative jurisdiction of the receiving State, in accordance with the provisions of the Vienna Conventions on diplomatic and consular relations or of any other applicable international instrument, such immunity shall not apply in respect of any act carried out in the course of the gainful occupation and falling within the civil or administrative law of the receiving State. The sending State shall waive immunity from execution of any sentence in relation to these matters.

ARTICLE 4

Criminal Immunity

In cases where a beneficiary of the authorization to engage in a gainful occupation enjoys immunity from the criminal jurisdiction of the receiving State, in accordance with the provisions of the aforementioned Vienna Conventions or of any other applicable international instrument:

- 1.1 the sending State shall waive the immunity from criminal jurisdiction enjoyed by the beneficiary of the authorization with regard to the receiving State in respect of any act or mission arising from the gainful occupation, except in special instances where the sending State considers that such a waiver could be contrary to its own interests;
- 1.2 such a waiver of immunity from criminal jurisdiction shall not be construed as extending to immunity from execution of the sentence, for which a specific waiver shall be required. In the case of such request, the sending State shall give serious consideration to the request of the receiving State.

ARTICLE 5

Taxation and social security regimes

In accordance with the provisions of the aforementioned Vienna Conventions or of any other applicable international instrument, beneficiaries of the authorization to engage in a gainful occupation shall be subject to the taxation and social security regimes of the receiving State for all matters connected with their gainful occupation in that State.

ARTICLE 6

Duration and termination

This Agreement shall remain in force for an indefinite period, either Party being able to terminate it at any time by giving six months' notice in writing to the other Party.

ARTICLE 7

Entry into Force

This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of exchange of the last notification of the completion of the necessary constitutional and legal procedures.

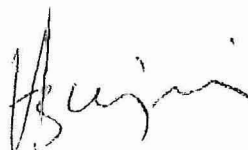
IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Brussels, on the 17th day of the month of June of the year 2022, in two originals copies, each in French, Dutch, Albanian, Serbian and English languages, each text being equally authentic. The English language text shall prevail in case of differences in interpretation.

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

The Federal Government,
The Government of the Walloon Region,
The Government of the Brussels-Capital
Region,
The Government of the German-
speaking Community,

FOR THE REPUBLIC OF KOSOVO:



The Flemish Government,



**MARRËVESHJE
NDËRMJET
MBRETËRISË SË BELGJIKËS
DHE
REPUBLIKËS SË KOSOVËS
MBI PROFESIONIN FITIMPRURËS
TË VARTËSVETË ÇAKTUAR TË STAFIT
TË MISIONEVE DIPLOMATIKE DHE POSTEVE KONSULLORE**

**MARRËVESHJE
NDËRMJET
MBRETËRISË SË BELGJIKËS
DHE
REPUBLIKËS SË KOSOVËS
MBI PROFESIONIN FITIMPRURËS
TË VARTËSVETË CAKTUAR TË STAFIT
TË MISIONEVE DIPLOMATIKE DHE POSTEVE KONSULLORE**

MBRETËRIA E BELGJIKËS, PËRFAQËSUAR NGA:

Qeveria federale,
Qeveria flamane,
Qeveria e Rajonit të Walloon,
Qeveria e Rajonit të kryeqytetit Bruksel,
Qeveria e Komunitetit gjermanofolës,

DHE

REPUBLIKA E KOSOVËS,

DUKE DASHUR të lidhin një marrëveshje që synon të lehtësojë profesionin fitimprurës të anëtarëve të caktuar të familjes të stafit të misionëve diplomatike nga shteti dërgues ose posteve konsullore të këtij të fundit në territorin e shtetit pritës,

PAJTOHEN ME SA VIJON:

NENI I

Fushëveprimi i marrëveshjes

1. Mbi baza reciproke, personat sa vijon janë të autorizuar të ushtrojnë profesion fitimprurës në shtetin pritës:

- 1.1 partneri ligjor, siç përcaktohet nga legjislacioni përkatës i shtetit dërgues dhe fëmijët vartës të pamartuar deri në moshën tetëmbëdhjetë vjeç të një agjenti diplomatik apo të një zyrtari konsullor të shtetit dërgues të vendosur;

- a) në shtetin pritës, apo
 - b) në organizatat ndërkombëtare me seli në shtetin pritës;

- 1.2 si dhe partneri ligjor, siç përcaktohet nga legjislacioni përkatës i shtetit dërgues të një anëtarit tjetër të stafit të misionit të shtetit dërgues ose të stafit të postit konsullor të të njëjtit shtet;

siç përcaktohet në Nenin I të Konventës së Vjenës mbi Marrëdhëniet Diplomatike (1961) dhe Marrëdhëniet Konsullore (1963).

2. Autorizimet për t'u angazhuar në një profesion fitimprurës jepen nga autoritetet e shtetit pritës në përputhje me ligjet dhe rregulloret në fuqi në këtë shtet, dhe varësisht nga dispozitat e kësaj Marrëveshjeje.
3. Autorizimi i tillë nuk i përfshinë shtetasit e shtetit pritës apo banorët e përhershëm në territorin e tij.
4. Përveç nëse shteti pritës vendos ndryshe, autorizimi nuk do t'u jepet përfituesve të cilët, pas angazhimit në një profesion fitimprurës, pushojnë të jenë pjesë të ekonomisë familjare të personave të përshkruar në paragrafin e parë të këtij neni.
5. Autorizimi zbatohet gjatë periudhës në të cilën personat, që mbulohen në paragrafin e parë të këtij neni, janë caktuar në misionin diplomatik apo postin konsullor të shtetit dërgues në territorin e shtetit pritës deri në përfundimin e afatit të detyrës së caktuar (apo brenda një afati kohor të pranueshëm pas kësaj ngjarjeje.)

NENI 2

Procedurat

1. Të gjitha kërkesat për autorizim për t'u angazhuar në një profesion fitimprurës dërgohen, në emër të përfituesit, nga Ambasada e shtetit dërgues në Zyrën e Protokollit të shtetit në Ministrinë e Punëve të Jashtme të Republikës së Kosovës apo në Divizionin e Protokollit të Shërbimit Publik Federal për Punë të Jashtme, Tregti të Jashtëm dhe Bashkëpunim Zhvillimor të Mbretërisë së Belgjikës, sipas rrethanave.
Pas verifikimit që personi është vartës i një agjenti brenda fushëveprimit të dispozitave të nenit 1, paragrafi i parë dhe pas procedimit të kërkesës zyrtare, qeveria e shtetit pritës informon ambasadën e shtetit dërgues se personi vartës ka të drejtë të ushtroj profesion fitimprurës.
2. Procedurat e ndjekura zbatohen në një mënyrë që i lejon përfituesit të autorizimit të angazhohet në një profesion fitimprurës sa më shpejt që të jetë e mundur. Të gjitha kërkesat në lidhje me lejet e punës dhe çdo formalitet tjetër i ngjashëm do të zbatohen në mënyrë të favorshme.
3. Autorizimi që përfituesit të angazhohet në një profesion fitimprurës nuk nënkupton përjashtim nga çfarëdo kërkesë ligjore apo tjetër në lidhje me karakteristikat personale, kualifikimet profesionale apo kualifikimet e tjera që individit në fjalë duhet të demonstrojë për t'u përfshirë në një profesion fitimprurës.

NENI 3

Privilegjet dhe imunitetet civile dhe administrative

Në rastet kur përfituesi i autorizimit për t'u angazhuar në një profesion fitimprurës gëzon imunitet nga juridiksioni civil dhe administrativ i shtetit pritës, në përputhje me dispozitat e Konventave të Vjenës për marrëdhëniet diplomatike dhe konsullore apo të ndonjë instrumenti tjetër të zbatueshëm ndërkombëtar, ky imuniteti nuk do vlejë në lidhje me asnjë veprim të kryer gjatë ushtrimit të profesionit fitimprurës dhe që bie brenda të drejtës civile ose administrativ të shtetit pritës. Shteti dërgues heq imunitetin nga ekzekutimi i çdo dënimi në lidhje me këto çështje.

NENI 4

Imuniteti penal

Në rastet kur një përfitues i autorizimit për tu angazhuar në një profesion fitimprurës gëzon imunitet nga juridiksioni penal i shtetit pritës, në përputhje me dispozitat e Konventave të sipërpërmendura të Vjenës apo të ndonjë instrumenti tjetër ndërkombëtar të zbatueshëm:

- 1.1 shteti dërgues heq dorë nga imuniteti ndaj juridiksionit penal që përfituesi i autorizimit e gëzon në raport me shtetin pritës për çdo veprim apo mision që rrjedh nga profesioni fitimprurës, përveç në raste të veçanta kur shteti dërgues konsideron se një heqje dorë e tillë mund të të jetë në kundërshtim me interesat e veta;
- 1.2 heqja dorë e tillë nga imuniteti ndaj juridiksionit penal nuk interpretohet si zgjerim i imunitetit nga ekzekutimi i dënimit, për të cilën kërkohet një heqje dorë e veçantë. Në rastin e një kërkesë të tillë, shteti dërgues shqyrton seriozisht kërkesën e shtetit pritës.

NENI 5

Regjimet e tatimeve dhe sigurimeve shoqërore

Në përputhje me dispozitat e Konventave të sipërpërmendura të Vjenës apo të ndonjë instrumenti tjetër ndërkombëtar të zbatueshëm, përfituesit e autorizimit për t'u angazhuar në një profesion fitimprurës i nënshtrohen regjimeve të tatimit dhe sigurimeve shoqërore të shtetit pritës për të gjitha çështjet që lidhen me profesionin e tyre fitimprurës në atë shtet.

NENI 6

Kohëzgjatja dhe përfundimi

Kjo Marrëveshje do të mbetet në fuqi për një periudhë të pacaktuar, ku secila Palë mund ta përfundojë atë në çdo kohë duke e njoftuar me shkrim palën tjetër gjashtë muaj përpara.

NENI 7

Hyrja në fuqi

Kjo Marrëveshje hyn në fuqi në ditën e parë të muajit të dytë pas datës së shkëmbimit të njoftimit të fundit për përfundimin e procedurave të nevojshme kushtetuese dhe ligjore.

NË DËSHMI TË KËSAJ, përfaqësuesit e nënshkruar, të autorizuar nga qeveritë e tyre përkatëse, kanë nënshkruar këtë Marrëveshje.

E PËRPILUAR në Bruksel më 17 qershor 2022, në dy kopje origjinale, secila në frëngjisht, holandisht, shqip, serbisht dhe anglisht, secili tekst është njësoj autentik. Teksti në gjuhën angleze mbizotëron në rast të dallimeve në interpretim.

PËR MBRETËRINË E BELGJIKËS:

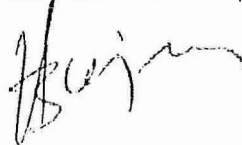
Qeveria federale,
Qeveria e Rajonit të Walloon,
Qeveria e Rajonit të kryeqytetit Bruksel,
Qeveria e Komunitetit gjermanofolës,



Qeveria flamane,



PËR REPUBLIKËN E KOSOVËS :



**SPORAZUM
IZMEĐU
KRALJEVINE BELGIJE
I
REPUBLIKE KOSOVO
O PLAĆANIM ZANIMANJIMA ODREĐENIH IZDRŽAVANIH ČLANOVA
OSOBLJA DIPLOMATSKIH MISIJA I KONZULARNIH PREDSTAVNIŠTAVA**

**SPORAZUM
IZMEĐU
KRALJEVINE BELGIJE
I
REPUBLIKE KOSOVO
O PLAĆANIM ZANIMANJIMA ODREĐENIH IZDRŽAVANIH ČLANOVA
OSOBLJA DIPLOMATSKIH MISIJA I KONZULARNIH PREDSTAVNIŠTAVA**

KRALJEVINA BELGIJA, KOJU ZASTUPA:

Savezna vlada,
Flamanska vlada,
Vlada regije Valonija,
Vlada regije glavnog grada Brisela,
Vlada zajednice nemačkog govornog područja,

I

REPUBLIKA KOSOVO,

U ŽELJI da zaključe sporazum koji ima za cilj olakšati plaćanja zanimanja određenih članova porodica osoblja diplomatskih misija iz države pošiljaoca ili konzularnih predstavništava potonje na teritoriji države primaoca

DOGOVORILI SU SE O SLEDEĆEM:

ČLAN 1

Područje primene sporazuma

1. Na uzajamnoj osnovi, sledeći su ovlašćeni da se bave plaćanim zanimanjem u državi primaoca:
 - 1.1 zakonski partner, kako je definisano odgovarajućim zakonodavstvom države pošiljaoca i neudata/neoženjena izdržavana deca do osamnaest godina diplomatskog agenta ili konzularnog službenika države pošiljaoca
 - a) državi primaoca ili
 - b) međunarodnim organizacijama sa sedištem u državi primaoca;
 - 1.2 kao i zakonski partner, kako je definisano odgovarajućim zakonodavstvom države pošiljaoca drugog člana osoblja misije države pošiljaoca ili osoblja konzularnog predstavništva iste države;

kao što je definisano u članu 1. Bečke Konvencije o diplomatskim odnosima (1961) i Konzularnim odnosima (1963).
2. Ovlašćenja za obavljanje plaćanog zanimanja izdaju organi države primaoca u skladu sa zakonima i propisima koji su na snazi u ovoj državi i u skladu sa odredbama ovog sporazuma.
3. Takvo se odobrenje ne odnosi na državljane države primaoca ili osobe sa stalnim prebivalištem na njenoj teritoriji.
4. Ako država primaoca ne odluči drugačije, neće se dati odobrenje onim korisnicima koji su, baveći se plaćanim zanimanjem, prestali predstavljati deo domaćinstva osoba opisanih u prvom stavu ovog člana.
5. Ovlašćenje se primenjuje tokom perioda u kojem su osobe obuhvaćene prvim stavom ovog člana raspoređene u diplomatsku misiju ili konzularno predstavništvo države pošiljaoca na teritoriji države primaoca do zaključenja mandata (ili u prihvatljivom roku nakon ovog događaja).

ČLAN 2

Postupci

1. Sve zahteve za odobrenje za bavljenje plaćanim zanimanjem, u ime korisnika, ambasada države pošiljaoca šalje Kancelariji državnog protokola u Ministarstvu spoljnih poslova Republike Kosovo ili Odeljenju za protokol Savezne službe za spoljne poslove, spoljnu trgovinu i razvojnu saradnju Kraljevine Belgije u skladu s tim.
Nakon provere da li je osoba izdržavana osoba u okviru odredaba člana 1, prvi stav, i obrade službenog zahteva, vlada države primaoca obavestiće ambasadu države pošiljaoca da izdržavana osoba ispunjava uslove za plaćano zanimanje.
2. Postupci koji se slede primenjuju se na način koji omogućava korisniku odobrenja da se što pre bavi plaćanim zanimanjem. Svi zahtevi koji se odnose na radne dozvole i bilo koje druge slične formalnosti primenjivaće se povoljno.
3. Odobrenje za korisnika za bavljenje plaćanim zanimanjem ne podrazumeva izuzeće od bilo kakvih zakonskih ili drugih zahteva koji se odnose na lične karakteristike, profesionalne ili druge kvalifikacije koje dotični pojedinac mora pokazati prilikom bavljenja plaćanim zanimanjem.

ČLAN 3

Građanske i administrativne privilegije i imuniteti

U slučajevima kada korisnik odobrenja za bavljenje plaćanim zanimanjem uživa imunitet od građanske i upravne nadležnosti države primaoca, u skladu sa odredbama Bečkih konvencija o diplomatskim i konzularnim odnosima ili bilo kojim drugim primenjivim međunarodnim instrumentom, kao što je imunitet, neće se primenjivati na bilo koji akt počinjen u toku plaćanog zanimanja i koji spada u građansko ili administrativno pravo države primaoca. Država pošiljalac će se odreći imuniteta od izvršenja bilo koje kazne u vezi sa ovim pitanjima.

ČLAN 4

Krivični imunitet

U slučajevima kada korisnik odobrenja za bavljenje plaćanim zanimanjem uživa imunitet od krivične nadležnosti države primaoca, u skladu sa odredbama gore spomenutih Bečkih konvencija ili bilo kojeg drugog primenjivog međunarodnog instrumenta:

- 1.1 država pošiljalac odriče se imuniteta od krivične nadležnosti koju uživa korisnik odobrenja u odnosu na državu primaoca u vezi sa bilo kojim činom ili misijom koja proizlazi iz plaćanog zanimanja, osim u posebnim slučajevima kada država pošiljalac smatra da takvo odricanje može biti u suprotnosti sa vlastitim interesima;
- 1.2 Takvo odricanje od imuniteta od krivične nadležnosti neće se tumačiti kao proširenje na imunitet od izvršenja kazne, za šta će biti potrebno određeno odricanje. U slučaju takvog zahteva, država pošiljalac će ozbiljno razmotriti zahtev države primaoca.

ČLAN 5

Oporezivanje i režimi socijalne sigurnosti

U skladu sa odredbama gore spomenutih Bečkih konvencija ili bilo kojeg drugog primenjivog međunarodnog instrumenta, korisnici odobrenja za bavljenje plaćanim zanimanjem podležu oporezivanju i režimima socijalne sigurnosti države primaoca za sva pitanja u vezi sa njihovim plaćanim zanimanjem u toj državi.

ČLAN 6

Trajanje i raskid

Ovaj sporazum ostaje na snazi na neodređeno vreme, bilo koja od strana može ga u bilo kojem trenutku raskinuti davanjem pismenog obaveštenja drugoj strani šest meseci pre raskida.

ČLAN 7

Stupanje na snagu

Ovaj sporazum stupa na snagu prvog dana drugog meseca nakon datuma razmene poslednjeg obaveštenja o završetku potrebnih ustavnih i pravnih postupaka.

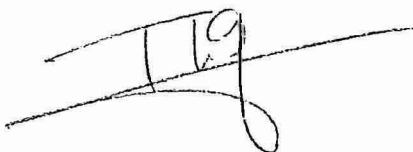
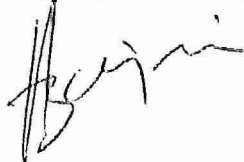
U POTVRDU ČEGA su dole potpisani predstavnici, uredno ovlašćeni od strane svojih vlada, potpisali ovaj Sporazum.

Sastavljeno u Briselu, 17 Jun 2022, u dva primerka, svaki na francuskom, holandskom, albanskom, srpskom i engleskom jeziku, pri čemu je svaki tekst jednako verodostojan. Tekst na engleskom jeziku imaće prednost u slučaju razlika u tumačenju.

ZA KRALJEVINU BELGIJU:

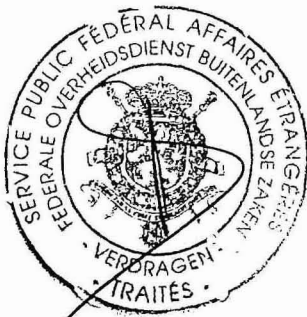
Savezna vlada,
Vlada regije Valonija,
Vlada regije glavnog grada Brisela,
Vlada zajednice nemačkog
govornog područja,

ZA REPUBLIKU KOSOVO:



Flamanska vlada,





COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles, 24 JUN 2022
Brussel,

Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België